

"Soyons canadiens d'abord"

LE CANADIEN D'OTTAWA

OTTAWA, VENDREDI, 8 MAI 1925.

Le Grand Hebdomadaire Français d'Ontario "LE CANADIEN" Journal Politique et Littéraire

LE CANADIEN LIMITEE Editeurs-Propriétaires 329 RUE DALHOUSIE

No 24.

2 SOUS LE NUMERO.

La protection est le seul remède au malaise actuel

IMPUR APPPEL AU PEUPLE CANADIEN UNE LETTRE DE M. LAVERGNE AU DIRECTEUR DU DROIT

LE KING VEND A L'ETRANGER NOTRE PATRIMOINE NATIONAL : VOILA LA CAUSE DU MALAISE ACTUEL AU PAYS

700 personnes réunies au Château Laurier, M. Meighen prouve que la politique fiscale du gouvernement est la source de tout le malaise.

ON ACCLAME M. MEIGHEN

Le monde se demande pourquoi les affaires vont mal. Le conservateur est prêt à donner la réponse.

Meighen a prononcé de l'avis de ses lieutenants l'un des plus beaux discours de sa carrière.

M. MEIGHEN ne devons nous défendre du même et tout vrai canadien ne saurait se désespérer de son pays.

LA CAUSE LE MALAISE ACTUEL EST D'UN TRES GRANDE PARTIE A LA FAUSSE ORIENTATION DE NOTRE POLITIQUE FISCALE ET CELA ME PARAIT SI IMPORANT ET SI GRAVE QUE JE VEUX JUSTIFIER CLAIEMENT CETTE DECLARATION CATEGORIQUE.

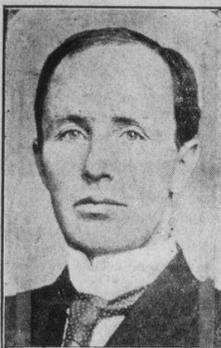
On a lancé chez les libéraux le cri d'un plus grande liberté de commerce. Et l'on a dit qu'aujourd'hui il n'y a pas une grande différence entre le tarif conservateur et le tarif libéral.

LA GUERRE ? Ce vrai que les obligations de guerre sont à la source du malaise.

LES EXTRAVAGANCES ? Les extravagances du gouvernement? Nous dépensons trop? Évidemment une des causes.

NOTRE COMMERCE Le député Harris de Toronto a résumé très clairement notre situation financière.

LA DIFFERENCE Le célibataire n'est bien nul part; l'homme marié n'est bien que quand il est sorti de chez lui.



M. MEIGHEN—Si M. King veut des élections les conservateurs sont prêts à engager la lutte.

NECESSITE DE LA PROTECTION

L'HON. M. R. MONTY montre comment l'ouvrier et le cultivateur ont besoin de la protection tarifaire.

Montréal. — L'offensive protectionniste annoncée à l'école Soart le 17 décembre dernier par l'honorable M. Rodolphe Monty, chef du parti conservateur fédéral dans notre province débutait quelques semaines plus tard à l'école Montcalm.

La température était belle aussi les amis de la ville qui s'étaient proposés de se rendre à cette assemblée en automobiles furent servis à souhait.

L'assemblée fut présidée par M. Raoul Dumouchel, notaire, représentant le maire Albéric Gélinas, absent de la ville par affaires, et MM. Jacques, Léonard et Emile McDuff.

M. Félix Desrochers ouvrit la série des discours. Il déclara qu'il est fier de l'assistance du premier ministre, M. King, que le Canada est uni, car dit-il, on n'a jamais vu le pays aussi divisé comme il l'est actuellement.

M. Alfred Mathieu, chef ouvrier, protesta contre la politique tarifaire du gouvernement et il prédit que si M. King reste encore au pouvoir durant six mois que les gages des ouvriers devront fatalement baisser.

En réduisant le tarif comme il l'a fait le gouvernement et en menaçant de le réduire encore—à la même sonne le glas de la protection—il n'a procuré aucun avantage appréciable au cultivateur tandis que l'ouvrier, lui, a perdu "sa job".

L'orateur conclut à un changement de politique fiscale et le pays redeviendrait prospère et alors les étrangers pourront venir vivre et travailler ici sans se faire payer pour y venir.

M. Mathieu fit une bonne impression sur son auditoire qui fut appelé à entendre ensuite l'honorable M. André Fautoux, C.R.

L'hon. M. Fautoux regrette de constater que dans les villes l'on n'a pas encore remarqué cette année la reprise habituelle des affaires à laquelle nous étions habitués chaque printemps.

Par le passé les libéraux ne se sont pas toujours gênés pour dépeindre le sort de notre pays lorsqu'il était aux mains des conservateurs.



M. FERGUSON—Qu'on me donne trois mois pour prouver que la nouvelle loi de prohibition est juste.

de la parole s'y prêts de bonne grâce et exposa brièvement l'état précis dans lequel se trouve actuellement l'industrie de la chaussure au pays; d'après M. Lecours c'est la préférence britannique qui ruine cette industrie canadienne.

L'honorable M. Rodolphe Monty, C.R., appelé à adresser la parole à l'assemblée reçoit alors une chaleureuse ovation.

Il débute en annonçant qu'il est très satisfait des résultats obtenus depuis le déclenchement de l'offensive protectionniste qui ne s'arrêtera qu'après les prochaines élections fédérales.

Après avoir cité de nombreux exemples de l'extravagance folle du gouvernement, l'honorable M. Monty conclut sur ce chapitre en disant: "à-t-on vu un gouvernement gaspiller avec un pareil sang-froid l'argent du peuple. Incapable de trouver de l'argent pour réparer la gare Moreau et la gare Bonaventure, le gouvernement dépende de fortes sommes d'argent pour acheter des sites en France, en Angleterre où nous n'avons pas un pied de chemin de fer."

L'honorable M. Monty dénonce le contrat donné par le président de nos chemins de fer nationaux pour la confection de 3,600 chars à une compagnie de Philadelphie, c'est-à-dire à des ouvriers américains, alors que le chômage est général par tout le pays.

Il est contre la préférence britannique comme il le préconise une élévation du tarif avec les Etats-Unis: ce sont là les deux causes de la fermeture constante et graduelle de nos industries canadiennes qui ne peuvent plus supporter la trop grande concurrence étrangère.

Nos manufactures étant closes les ouvriers n'ont pas d'ouvrage et s'en vont en quête aux Etats-Unis le plus protectionniste des pays au monde; d'un autre côté les marchés des villes étant déserts de consommateurs le cultivateur à son tour se décourage de ne pouvoir vendre ses produits et il se voit lui aussi obligé de s'expatrier.

L'hon. M. Monty dénonce enfin la politique d'immigration du gouvernement King qui a dépensé 5 millions de dollars en trois ans pour nous amener des émigrés d'outre-mer; avec le nouveau contrat passé par notre gouvernement et le gouvernement anglais qui stipule que chaque immigrant anglais qui rentre en Canada est garanti d'avoir de l'ouvrage, l'on peut être assuré d'avance que nos Canadiens vont émigrer davantage aux Etats-Unis puisqu'ils devront faire place aux amis anglais de M. King.

M. J. Horace Marchand, avocat termina la série des discours; il signala les nombreuses promesses de 1921 dont aucune n'a encore été remplie.

Edouard Montcellie.

Monsieur le directeur, Je connais trop la largeur de vue et l'impartialité de votre vaillant journal, pour ne pas avoir la certitude que vous m'accorderez l'hospitalité de ses colonnes.

Abonné de la première heure, lecteur assidu et très souvent enthousiaste, j'ai toujours admiré le courage et la persistance avec lesquels vous n'avez cessé de défendre les droits de la justice, la conscience des enfants, et les prérogatives sacrées de notre langue, soit dans l'Ontario ou dans toute la confédération.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le "Droit" a été plus qu'un journal depuis sa naissance: il fut le rempart inébranlable derrière lequel s'est abritée la faiblesse outragée par la force.

Le même raisonnement s'applique à la préférence britannique.

Conçu par M. Laurier, devenu le lendemain Sir Wilfrid, étrange coïncidence, — le gouvernement King l'a intensifiée. M. Meighen la dénonce, et M. Gauthier voudrait que nous ne la reprocherions pas aux libéraux.

Etrange raisonnement! Et ne serait-ce pas le cas de dire devant le maintien de cette préférence idiote, ruineuse et sans profit: non possumus non loqui.

Reste l'ostracisme de la langue française, notre langue, si belle, si chère, officielle comme l'autre par la constitution du pays, et pour laquelle vous et votre journal lirez tous les jours de si fiers, de si nobles combats.

Je vous ai dit, Monsieur, que j'étais un lecteur assidu du "Droit", vous dirai-je, — et ça ne vous surprendra guère, — que c'est la lecture de votre vaillante feuille qui m'a dégoûté et de mon vote libéral de 1921 et de groupe solide des 65 de Québec?

En effet, c'est par vous que j'ai appris la persécution systématique du français au fédéral, depuis que les libéraux sont au pouvoir. C'est par vous que j'ai appris son ostracisme continu aux douanes, à l'immigration, aux postes ou aux finances, etc.

C'est vous qui m'avez appris le refus d'un maître de poste bilingue à Hawkesbury ou encore à Sherbrooke.

C'est vous qui m'avez enseigné l'affaire du Bulletin du Commerce. Ou le "please write in english" de M. Egan.

C'est chez vous que j'ai lu les plus virulentes et combien méritées, dénonciations de la honte de Wembley.

C'est dans le "Droit" que j'ai vu, il n'y a pas deux semaines, la nomination ou la promotion de sept cents fonctionnaires anglais inutilisés, contre le chiffre dérisoire de quarante ou cinquante Canadiens-Français bilingues.

C'est dans le "Droit" encore que j'ai lu et relu nos continuelles déceptions, soit dans l'emploi du français ou dans les postes de l'administration, le sous-ministre de la justice par exemple nommé par M. Lapointe, et que vous avez dénoncé, unus inter multos.

Tout cela le reprocherons-nous aux conservateurs, puisque ça s'est fait depuis 1921?

Bref! Je m'arrête: cette énumération est pénible et la faire complète serait par trop long.

Spécialiste dans les Maladies des Pieds Dr P. LADELPHA 85, rue Sparks

BANK STREET TAXI SEPT SEDANS 125 1/2 RUE BANK A. GRAVEL, OTTAWA, Ont.